

Intervention du Royaume de Belgique
6^{ème} Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 81
Crimes contre l'humanité

New York, le 13 octobre 2024



Merci Monsieur le Président/Madame la Présidente.

Etant donné que c'est la première fois que je prends la parole, je tiens, au nom de ma délégation, à vous féliciter, ainsi que les membres du Bureau, pour votre élection à la tête de la 6^e Commission. Je vous souhaite un franc succès pour cette 80^e session. Soyez assurés du plein soutien de ma délégation dans la poursuite de nos travaux.

La Belgique se rallie à la déclaration qui vient d'être prononcée par l'Union européenne, au nom de l'UE et de ses Etats membres.

Monsieur le Président/Madame la Présidente,

L'adoption par l'Assemblée générale en 2024 d'une résolution ouvrant la voie à l'élaboration d'une convention internationale sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité constitue une étape décisive. Elle témoigne d'une volonté commune de combler une lacune en droit international conventionnel et de renforcer le cadre juridique de la lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux les plus graves.

La Belgique se félicite tout particulièrement du fait que cette résolution ait été adoptée par consensus. Elle crée les conditions d'un processus multilatéral fondé sur le dialogue, le respect mutuel et la recherche de compromis. Ce cadre est essentiel pour garantir une dynamique constructive et inclusive.

Le calendrier adopté, prévoyant la tenue d'une Conférence de plénipotentiaires en deux sessions en 2028 et 2029, ainsi que des réunions préparatoires en 2026 et 2027, constitue une opportunité précieuse. Il permettra en effet de préparer les négociations avec sérieux, rigueur et ambition. La Belgique soutient pleinement cette approche progressive, qui favorisera une compréhension approfondie des enjeux et la construction d'un consensus solide autour d'un instrument juridique universel.

Il est fondamental que la suite du processus conserve et renforce son caractère inclusif. Tous les États, de toutes les régions du monde, doivent être pleinement associés aux discussions. C'est uniquement à cette condition que la future convention pourra refléter une volonté universelle véritable.

Monsieur le Président/Madame la Présidente

Au-delà du processus, il est essentiel de rappeler le sens profond de cette démarche. La lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux les plus graves n'est pas uniquement une obligation juridique : elle est aussi un impératif moral. Elle engage notre responsabilité collective à répondre aux attentes légitimes de justice exprimées par les victimes et leurs familles. La justice ne peut pas être une option ; elle est une nécessité. Elle est un fondement de la confiance dans les institutions, de la cohésion des sociétés, et de la stabilité à long terme.

Dans cette perspective, la Belgique souligne l'importance de permettre une participation active des organisations non gouvernementales dans la suite du processus. Leur expertise, leur engagement de longue date en faveur de la justice internationale et leur capacité à relayer la perspective des victimes constituent une valeur ajoutée essentielle. Leur contribution renforce la transparence, enrichit les débats et favorise l'élaboration d'un instrument équilibré et ancré dans les réalités contemporaines.

La Belgique est convaincue que ce processus ne peut aboutir que par une coopération internationale renforcée. Les crimes contre l'humanité, par leur nature transnationale, exigent une réponse collective, coordonnée et fondée sur des principes communs. Nous appelons tous les États à s'engager pleinement dans les prochaines étapes, avec détermination, ouverture et sens des responsabilités.

Enfin, la Belgique tient à rappeler que ce processus s'inscrit dans une vision plus large : celle d'un ordre international fondé sur le droit, garant de la paix et de la sécurité. L'histoire nous enseigne que l'inaction face aux crimes les plus graves a un coût humain et politique immense. Pour que ce projet aboutisse, il devra s'appuyer sur une volonté politique claire,

constante et partagée. La Belgique est prête à poursuivre son engagement, aux côtés de toutes les délégations, pour faire de ce projet une avancée concrète au service de la dignité humaine.

Je vous remercie.